

Extrait du Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

<http://senemag.free.fr>

Cameroun - Le biocarburant à partir du palmier à huile menace des populations

- Environnement -

Date de mise en ligne : samedi 24 novembre 2012

Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

Dans la partie méridionale du Cameroun - un des pays les plus agricoles d'Afrique centrale, près de 108.000 hectares de terre sont affectés à la culture du palmier à huile, et environ 30.000 hectares de forêts ont été défrichés, de 2001 à 2006, pour l'expansion de cette plante.

source : www.cetri.be - 2 février 2010

Du palmier à huile, est extraite une huile alimentaire consommée aussi bien au Cameroun que dans bien d'autres pays côtiers de l'Afrique de l'ouest et du centre. Mais depuis 2005, le biodiesel, un marché naissant et prometteur pourrait constituer un moteur puissant pour la culture du palmier à huile et les entreprises industrielles.

Selon Jean Momo, ingénieur au ministère de l'Agriculture et du Développement rural, c'est en 2001 que le gouvernement a lancé le projet "Palmier à huile", dans le cadre de sa politique volontariste de modernisation de l'agriculture.

Avec l'aide du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, dit-il à IPS, nous voulons établir d'ici à 2010, environ 50.000 hectares de plantations supplémentaires, pour un objectif de 250.000 tonnes.

Le Cameroun a une superficie d'environ 475.500 kilomètres carrés, avec une population de quelque 17 millions d'habitants, selon des statistiques officielles.

En 2005, la production d'huile brute de palme du Cameroun était d'environ 140.000 tonnes. Elle se répartit entre trois secteurs : un secteur agro-industriel, des plantations villageoises au service des agro-industries, et un secteur artisanal traditionnel.

Des entreprises agro-industrielles, comme la **Socapalm**, la **Safacam** et la **Ferme suisse**, présentent, à ce jour, un plan de développement ambitieux dans la filière. Ce plan repose sur l'extension des plantations et sur les gains de productivité qu'il est possible de réaliser aussi bien dans la production que dans la transformation.

Selon des dirigeants de ces trois entreprises, l'huile de palme crue est une source de biodiesel appropriée. Beaucoup de pays d'Europe et le Japon ont déjà adopté des politiques favorables aux énergies renouvelables à la suite de leurs engagements pour la mise en œuvre du Protocole de Kyoto signé en 1997 pour diminuer le réchauffement de la terre par une réduction des gaz à effet de serre.

Ce protocole préconise la réduction, par les pays développés, des émissions de six gaz à effet de serre de 5,2 pour cent entre 2008 et 2012, par rapport aux niveaux de 1990 qui étaient de 55 pour cent.

Le biodiesel, produit au Cameroun depuis 2005, est utilisé seulement par les entreprises qui l'exploitent. Mais la quantité produite n'est pas rendue publique, malgré l'insistance de IPS auprès de ces entreprises. Elles ont simplement indiqué qu'une quantité d'huile de palme brute est exportée principalement vers le **Nigeria**, la **France**, l'**Italie**, la **Malaisie** et l'**Indonésie**, tandis qu'une autre est transformée par des industries locales.

"Les nouveaux marchés pour les biocarburants favorisent également l'augmentation des ventes d'huile de palme", affirme Jacques Eman, ingénieur à la Socapalm. "Il est normal que le Cameroun et les entreprises, qui sont basées dans ce pays, obtiennent des parts considérables du marché".

Mais, ces plans et projections d'expansion de la culture du palmier à huile pour la fabrication des biocarburants ont de fortes répercussions sur les forêts camerounaises et sur les populations qui en dépendent, expliquent des organisations non gouvernementales (ONG) du Cameroun.

"Le défrichage en vue de la plantation de palmiers est l'une des causes principales de la déforestation du pays et des incendies de forêts", explique à IPS, Marie Mendouga, membre de l'Organisation camerounaise pour la défense de l'environnement, une ONG basée à Yaoundé, la capitale. "Une autre cause importante est l'exploitation du bois par les spéculateurs".

Pour Mendouga, l'expansion du palmier à huile implique un changement important dans l'affectation des terres et des ressources, des modifications radicales de la végétation des écosystèmes locaux, des mouvements et des réinstallations de populations.

Les populations sont confrontées à de graves problèmes dans les zones de plantations de palmier à huile. La plupart de ces problèmes naissent des conflits d'ordre foncier avec les entreprises. Le sentiment général, selon Philippe Engoulo, habitant de Nyeté, près de Kribi, au sud-ouest de Yaoundé, est que les entreprises escroquent et spolient les populations de leurs terres, en les incitant à passer des accords fondés sur de fausses promesses et en les empêchant de participer aux décisions.

Les habitants dénoncent, entre autres, la non-reconnaissance des droits coutumiers ; des plantations établies sans permis gouvernemental ; une absence d'information aux communautés ; des accords non négociés ; la manipulation des chefs traditionnels pour forcer les ventes ; des indemnités non payées ; des avantages promis mais non fournis ; des terres non attribuées aux petits agriculteurs.

Les responsables de la **Safacam** et de la **Socapalm**, interrogés par IPS à Yaoundé, ont refusé de se prononcer, estimant qu'ils n'avaient pas le pouvoir de parler à la presse.

Mais un dirigeant de **Ferme-Suisse**, joint au téléphone, qui a préféré garder l'anonymat, a dit à IPS que les entreprises ne spoliaient pas les individus de leurs terres. *"Nous les achetons, parfois à de meilleurs prix qu'ailleurs. Le problème, c'est que des gens soi-disant personnes éduquées viennent, par la suite, leur dire qu'au regard de l'investissement réalisé par notre société, ils méritaient mieux que ce qui leur a été versé".*

Par ailleurs, l'extension en cours de la plantation de palmiers à huile, dans la région de Kribi, est faite au détriment des forêts avoisinantes, affirme Hubert Minkoulou, un ressortissant de la région. *C'est de ces forêts, ajoute-t-il, que dépendent les populations locales.*

"Les grands conflits fonciers avec les groupes ethniques Bagyelis, Boulous et Fang, à qui la terre a été confisquée sans compensation, ont été mis sur le compte des entreprises industrielles", dit-il à IPS.

"Notre mode de vie traditionnel est devenu impossible et aucune insertion dans l'économie de marché n'est envisagée",

explique à IPS, Florence Mpecke, une habitante de Kribi. Selon elle, les entreprises font venir leurs ouvriers d'autres régions du Cameroun et les logent dans des campements situés dans la plantation. *"Les villageois riverains, eux, ne sont que rarement embauchés"*, se Mpecke plaint-elle.

Par ailleurs, les produits chimiques utilisés par les entreprises et les rejets de leurs usines polluent massivement des cours d'eau avoisinants et provoquent des maladies (diarrhée, bilharziose, typhoïde, dysenterie, choléra), selon les affirmations de Mpecke, confirmées par Dr Marc Dzomou, de la clinique de l'Espoir, à Yaoundé.

Depuis 1963, année de création de la première plantation industrielle de palmier à huile au Cameroun, l'histoire des plantations est douloureuse et entachée du sang et des larmes des communautés autochtones, selon Pierre Minko de Equal Rights Opportunity Forum, une ONG basée dans la capitale.

Aujourd'hui, ajoute Minko, avec les projets de production de biodiesel, les planteurs de palmier et les promoteurs de ces entreprises ont encore de nouvelles possibilités de croissance, mais probablement au détriment des populations encore.

"Et pourtant, notre histoire, c'est l'histoire silencieuse des forêts disparues pour devenir des plantations", regrette Odette Lobe, présidente du Comité de développement villageois de Nyete. *"C'est l'histoire des cultures ancestrales et (des populations) transformées en prolétariats ruraux. Leurs voix demandent qu'on arrête la destruction proposée par les promoteurs du biodiesel"*.

Sylvestre Tetchiada



Télécharger le Rapport du CED, de FOCARFE, MISEREOR et SHERPA.....

lire aussi sur www.aeud.fr (12 mars 2008) : [Les Camerounais exploités des palmeraies de Bolloré](#)

sur www.survivalfrance.org (22 Septembre 2009) : [La Banque mondiale suspend ses prêts aux compagnies de plantation de palmiers à huile](#)

sur www.presseafricaine.info (8 avril 2010) : [Greenpeace : Les agrocarburants constituent une aberration pour le climat.](#)

sur www.liberationafrique.org (7 décembre 2010) : [Comment la SOCAPALM viole les droits sociaux et environnementaux des communautés locales](#)

et sur www.monde-diplomatique.fr (9 décembre 2010) : [Cameroun : le groupe Bolloré visé par une plainte, par Thomas Deltombe](#)
